



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politiques communautaires

Question au Gouvernement n° 3972

Texte de la question

POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA FRANCE

**M. le président.** La parole est à M. Michel Piron, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

**M. Michel Piron.** Monsieur le ministre des affaires étrangères, en proie à une conjonction de crises sécuritaire, migratoire, économique voire culturelle, l'Europe ne va pas bien. Alors que ces crises exigeraient une convergence des objectifs nationaux, ce sont au contraire les divergences qui s'accroissent, entre le Nord et le Sud, et au sein du couple franco-allemand.

Faute d'avoir respecté ses engagements européens sur les plans économique et budgétaire, la France a perdu sa crédibilité et son influence auprès de nos partenaires. Où est la France quand Mme Merkel exhorte seule l'Europe à mettre en œuvre un mécanisme de répartition pour l'accueil des migrants, contredite le lendemain par notre Premier ministre, lui-même contredit le surlendemain par le Président de la République ? Les résultats de l'élection présidentielle en Autriche ne devraient-ils pas nous mener à nous interroger ?

Que dit la France quand l'Europe, oubliant ses valeurs, confie la gestion de ses frontières extérieures à la Turquie ? Où est la France quand M. Obama se rend en Europe mais ne s'arrête qu'en Allemagne et au Royaume-Uni ? Qui représentait la France lors de la remise du prix Charlemagne, en présence d'Angela Merkel, Matteo Renzi, Jean-Claude Juncker, Martin Schulz ?

À l'heure où ce monde incertain attend des Européens qu'ils affirment un projet commun, monsieur le ministre, nous vous le demandons à nouveau : avez-vous encore une politique européenne ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

**M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes.** Monsieur le député Michel Piron, oui, la France est évidemment au cœur de toutes les décisions qui sont prises en Europe. (*Rires sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

Quand il s'agit de négocier avec la Russie et l'Ukraine en présence de l'Allemagne pour que le conflit entre ces deux États cesse, c'est le Président de la République qui prend l'initiative ; cela s'appelle le « format Normandie ». Quand il s'agit de décider de l'avenir de la zone euro, de la question du maintien de la Grèce en son sein, c'est le Président de la République qui convainc l'ensemble des membres de la zone euro de ce maintien, en accord, évidemment, avec l'Allemagne.

Quand il s'agit de faire face à la crise des réfugiés et de dire que l'espace Schengen, cet acquis qu'est la liberté

de circulation à l'intérieur de nos frontières extérieures communes, ne pourra pas être préservé sans que soit instauré un véritable contrôle de ces frontières, c'est le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, et le ministre allemand de l'intérieur, Thomas de Maizière, qui proposent la révision du code Schengen, la mise en place d'un corps européen de gardes-frontières et le rétablissement d'un vrai contrôle de nos frontières extérieures communes.

**M. Bernard Accoyer.** Doucement !

**M. Marc Le Fur.** Et la Turquie ?

**M. Harlem Désir, secrétaire d'État.** Et même lorsque, comme vous venez de le rappeler, le prix Charlemagne est remis à une haute autorité morale, le Pape François, la France est évidemment représentée par un membre du Gouvernement, en l'occurrence Mme Najat Vallaud-Belkacem, qui a remis à cette occasion au Pape François une invitation du Président de la République à venir en France.

**M. Bernard Accoyer.** Du calme ! Parlez gentiment, voyons !

**M. Harlem Désir, secrétaire d'État.** Et le Pape accepte bien évidemment cette invitation, je peux vous le confirmer.

Oui, l'Europe est confrontée à des crises. Nous y ferons face ensemble, avec les autres Européens, en particulier avec l'Allemagne, qui est notre principale partenaire. Sur tous les bancs de cette assemblée, nous devrions plutôt nous unir afin que soit entendue la voix de la France, qui défend une Europe fondée sur des valeurs, valeurs qui ont permis de battre l'extrême droite hier en Autriche, une Europe fondée sur la solidarité et dont l'ambition est de peser dans le monde de demain. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

**M. Dominique Dord.** Charlemagne président !

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Piron](#)

**Circonscription :** Maine-et-Loire (4<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3972

**Rubrique :** Union européenne

**Ministère interrogé :** Affaires européennes

**Ministère attributaire :** Affaires européennes

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [25 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 mai 2016](#)